



CONSULAT DU BURKINA FASO DE NICE

La lettre du consulat

N° 52 novembre 2019

Le mot du consul

PRISE DE CONSCIENCE INTERNATIONALE

Il serait vain d'égrener ici la longue liste des attentats qui ont endeuillé depuis Cinq ans le Sahel en général et le Burkina Faso en particulier. Les causes, tant endogènes qu'exogènes sont globalement connues. Les effets sont quant à eux destructeurs de sociétés déjà fragilisées par des facteurs historiques : l'Etat national ne remonte qu'aux indépendances des années 1960 ; apprentissage progressif de la démocratie de type occidental ; démographiques avec un doublement de la population tous les 25 ans environ ; écologique, avec pour conséquence un dépeuplement des campagnes au profit des villes.

Le Burkina Faso a connu depuis 2014 un certain nombre de chamboulements politiques, à la faveur d'un mouvement considéré comme « citoyen et populaire ». Il s'est retrouvé momentanément fragilisé, le temps de retrouver une gouvernance issue des urnes. Mais la nature ayant peur du vide, des forces tant à l'intérieur du pays qu'à sa périphérie en ont profité pour saper l'autorité de l'Etat et terroriser une partie des populations éloignées des grands centres. C'est la conjonction de ces deux types d'actions qui a abouti à la situation que connaît actuellement le pays. Longtemps loué pour la bonne entente entre les différentes composantes de sa population et sa tolérance, le Burkina Faso a du faire face à un cas de figure inédit et donc difficile à traiter.

Les autorités nouvellement élues ont classiquement voulu améliorer le sort des populations par une attractivité accrue du pays au plan économique. La conférence de Paris sur le PNDES (Programme National de Développement Economique et Social) de décembre 2017 à laquelle je participais, a eu le mérite de sensibiliser les bailleurs de fonds internationaux et le secteur privé aux opportunités d'investissement au Burkina Faso. Les promesses financières qui ont été faites avaient commencé à se réaliser et des projets ont vu le jour. Toutefois, leur exécution prend toujours un certain temps, alors que les populations escomptent des effets immédiats. C'est cette inadéquation entre attentes et résultats qui explique en partie la multiplication des mouvements sociaux, souvent catégoriels, dans le pays. D'autre part, l'accélération de la déstabilisation d'une partie de plus en plus grande du territoire a contribué à ralentir fortement la concrétisation des promesses faites lors du PNDES et à y rendre moins visible la présence de l'Etat.

Ce constat étant posé, quelles réponses peuvent être envisagées pour à la fois restaurer l'autorité de l'Etat dans les zones où elle ne s'applique plus, tout en rétablissant une cohésion sociale entre certaines communautés et une reprise de l'activité économique susceptible de remettre le pays sur des bons rails ?

Celle qui vient en premier lieu à l'esprit est la riposte sécuritaire, dans la mesure où elle répond à un besoin immédiat et identifié. C'est dans ce cadre là que les pouvoirs publics ont pris des mesures permettant aux forces armées de tenter d'endiguer cette vague d'attentats. Conscients de sa dimension régionale, elles ont créé le

1 *Consulat du Burkina Faso de Nice*
49 avenue du Loup
06 280 Villeneuve-Loubet
Tel 04 93 20 22 11
Courriel : consulburkina06@wanadoo.fr

Site internet du consulat
<http://www.burkinafaso-cotedazur.org>
Courriel : burkinafaso.cotedazur@gmail.com

G5 Sahel qui peine d'ailleurs à mobiliser les ressources nécessaires à son bon fonctionnement. C'est une des raisons qui ont poussé les pays de la CEDEAO (Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest), auxquels s'étaient joint les Présidents tchadien et mauritanien à se réunir lors d'un sommet extraordinaire à Ouagadougou à la mi-septembre. Il a été décidé d'accélérer le processus d'intégration qui s'étend désormais aux domaines de la gouvernance et à la sécurité, en plus du volet économique. L'enjeu principal est de faire de l'Afrique de l'Ouest un espace de paix et de sécurité durables, de stabilité politique et sociale, fondé sur des stratégies et des politiques de convergence dans le cadre d'un destin commun.

Comme pour faire écho à cette orientation nouvelle de la CEDEAO élargie, l'UEMOA (Union Economique et Monétaire ouest-africaine) projette de mobiliser dans des opérations conjointes, des troupes sénégalaises, ivoiriennes et autres sur les théâtres malien, burkinabè et nigérien. Une réunion des chefs d'opérations est d'ailleurs prévue le 11 novembre pour la mise en place de cette initiative.

Le 24 septembre, à l'occasion de la traditionnelle rentrée de l'Assemblée générale des Nations unies, Roch Marc Kabore qui préside actuellement le G5 Sahel a sensibilisé la Commission de consolidation de la paix de l'ONU et a lancé un appel « à une synergie d'actions de l'ensemble de nos partenaires et un plus grand effort de coordination pour mieux nous accompagner ». Le représentant français, Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre des Affaires étrangères a d'ailleurs également appelé à la mobilisation des partenaires internationaux et a rappelé que son pays, premier bailleur bilatéral du Burkina Faso, apporte son soutien sur le plan sécuritaire. Il a par ailleurs souhaité que la réponse des Nations Unies soit ambitieuse et à la hauteur des attentes des autorités burkinabè ».

Le Président du Faso plaide la cause de la sécurité au Sahel à chacun de ses déplacements à l'étranger, que ce soit à la 7e TICAD (Tokyo International Conference on African Development) à Yokohama au Japon à la fin août, lors d'une rencontre avec le Président français Emmanuel Macron à Lyon le 10 octobre dernier à l'occasion de laquelle il lui aurait demandé l'appui de la force Barkhane, notamment au nord du pays, ou encore à Sotchi lors du sommet Russie Afrique du 25 octobre.

Les partenaires, anciens et nouveaux semblent avoir pris la mesure des défis que la sous-région doit relever, tant au plan de la sécurité que du développement. Mais les efforts ne pourront porter leurs fruits que si l'Afrique toute entière participe à cette reconquête. Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine qui s'est déroulé à Niamey au Niger les 7 et 8 juillet a scellé l'adhésion du Nigéria et du Bénin à la ZLEC (zone de libre-échange continentale). Ce futur Marché Commun africain devrait à terme constituer la plus grande zone économique de la planète en nombre de pays, avec 1.2 milliards d'habitants. Son objectif est d'augmenter le commerce intra africain de 60% d'ici à 2022. Les questions de pauvreté et de terrorisme étant en partie liées, le Président nigérien Issoufou a appelé à « la mise en place d'une coalition internationale contre le terrorisme au Sahel, à l'image de la coalition mise en place contre Daech au Moyen-Orient ».

Si la situation au Sahel demeure préoccupante, la communauté internationale semblerait avoir pris la mesure des périls, grâce aux inlassables plaidoyers des dirigeants des pays impactés. La mise en œuvre des mesures sera longue et la cohorte des victimes et des déplacés ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Toutefois le processus est enclenché et il devrait être suivi d'effets.

Marc Aicardi de Saint-Paul
Chevalier de l'Ordre National

Version anglaise ci-dessous

English version below

Consulat du Burkina Faso de Nice

49 avenue du Loup

06 280 Villeneuve-Loubet

Tel 04 93 20 22 11

Courriel : consulburkina06@wanadoo.fr

Site internet du consulat

<http://www.burkinafaso-cotedazur.org>

Courriel : burkinafaso.cotedazur@gmail.com



CONSULAT DU BURKINA FASO DE NICE

La lettre du consulat

N° 52 November 2019

INTERNATIONAL AWARENESS

It would be futile to give here the long list of attacks that have plagued the Sahel generally and Burkina Faso in particular over the past five years. The causes, both endogenous and exogenous are globally known. The effects are destructive of societies already weakened by historical factors: the national state only dates back to independence in the 1960s; progressive learning of Western-style democracy; demographics with a doubling of population every 25 years or so; ecological, resulting in a depopulation of the countryside for the benefit of the cities.

Since 2014, Burkina Faso has experienced a number of political upheavals, due to a movement considered as "citizen and popular". It has found itself temporarily weakened, the time to regain governance from the polls. But forces both inside and outside the country have taken the opportunity to undermine the authority of the state and terrorize some of the populations out of the major cities. It is the combination of these two types of actions that has led to the current situation. Long praised for the good understanding between the different components of its population and its tolerance, Burkina Faso has had to face a new situation difficult to deal with.

The newly elected authorities have traditionally started to improve the lot of the population by increasing the economic attractiveness of the country. The Paris Conference on the PNDES (National Program for Economic and Social Development) of December 2017 in which I participated, had the merit of raising awareness among international donors and the private sector to investment opportunities in Burkina Faso. The financial promises that had been made had begun to come true and projects have come into being. However, their implementation always takes time, while populations expect immediate effects. It is this mismatch between expectations and results that partly explains the multiplication of social movements in the country. On the other hand, the acceleration of the destabilization of a larger part of the territory contributed to significantly slow down the fulfilment of the promises made during the PNDES and make the presence of the State less visible.

With this in mind, what responses can be envisaged to both restore the authority of the State in areas where it no longer applies, while restoring social cohesion between certain communities and a recovery in economic activity, likely to put the country back on track?

The one that comes first to mind is the security response, as it answers an immediate and identified need. It is in this context that the authorities have taken measures allowing the armed forces to try to stem this wave of attacks. Conscious of its regional dimension, they have created the G5 Sahel, which is struggling to mobilize the necessary resources for its proper functioning. This is one of the reasons that have urged the countries of ECOWAS (Community of West African States), joined by the Presidents of Chad and Mauritania to meet at an extraordinary summit in Ouagadougou in mid-September. It was decided to accelerate the integration process, which now extends to the areas of governance and security, in addition to the economic component. The main challenge is to

Consulat du Burkina Faso de Nice

49 avenue du Loup

06 280 Villeneuve-Loubet

Tel 04 93 20 22 11

Courriel: consulburkina06@wanadoo.fr

Site internet du consulat

<http://www.burkinafaso-cotedazur.org>

Courriel: burkinafaso.cotedazur@gmail.com

make West Africa an area of lasting peace and security, political and social stability, based on strategies and policies of convergence within the framework of a common destiny. As if to echo this new orientation of the enlarged ECOWAS, UEMOA (West African Economic and Monetary Union) plans to mobilize in joint operations, Senegalese, Ivorian and other troops in Mali, Burkina Faso and Niger. A meeting of the heads of operations is scheduled for November 11 for the implementation of this initiative.

On 24 September, on the occasion of the United Nations General Assembly, Roch Marc Kabore, who is currently chairing the G5 Sahel, sensitized the UN Peace building Commission and launched an appeal "to a synergy of actions of all our partners and a greater coordination effort to better support us ". The French representative, Jean-Baptiste Lemoyne, Secretary of State to the Minister of Foreign Affairs also called for the mobilization of international partners and recalled that his country, the first bilateral donor of Burkina Faso, supports Burkina Faso in terms of security. He also hoped that the response of the United Nations would be ambitious and up to the expectations of the Burkinabè authorities.

The President of Burkina Faso pleads for the sake of security in the Sahel on each of his travels abroad, whether at the 7th TICAD (Tokyo International Conference on African Development) in Yokohama, at the end of August, during a meeting with French President Emmanuel Macron in Lyons on October 10, when he asked for the support of the Barkhane military force, especially in the north of the country, or in Sochi at the Russia-Africa summit on October 25.

Old and new partners seem to have taken into consideration the challenges facing the sub-region, both in terms of security and development. But efforts can only bear fruit if all of Africa is involved in this reconquest. The Summit of African Union Heads of State and Government held in Niamey (Niger) on 7 and 8 July sealed the accession of Nigeria and Benin to the CFTA (Continental Free Trade Area). This future African Common Market should ultimately be the largest economic zone in the world in number of countries, with 1.2 billion inhabitants. Its goal is to increase intra-African trade by 60% by 2022. With issues of poverty and terrorism partly linked, Niger's President Issoufou called for "the establishment of an international coalition against terrorism in the Sahel, just like the coalition set up against Daesh in the Middle East ".

If the situation in the Sahel remains worrying, the international community would seem to have taken the measure of the dangers, thanks to the tireless pleas of the leaders of the affected countries. The implementation of the measures will be long and the cohort of victims and displaced will not disappear overnight. However the process is triggered and it should be followed by effects.

Marc Aicardi de Saint-Paul
Chevalier de l'Ordre National

Consulat du Burkina Faso de Nice
49 avenue du Loup
06 280 Villeneuve-Loubet
Tel 04 93 20 22 11
Courriel : consulburkina06@wanadoo.fr

Site internet du consulat
<http://www.burkinafaso-cotedazur.org>
Courriel : burkinafaso.cotedazur@gmail.com